

FLASH INFO: Mali

Le Mali a toujours eu une tradition migratoire : « si un homme se met à parcourir le monde, s'il n'amasse pas la fortune, il acquerra au moins la connaissance » (dicton bambara). La communauté malienne émigrée représente un tiers de la population totale du Mali. Cette diaspora contribue de manière très importante au développement du pays. Les transferts d'argent représentent en 2011, selon la Banque Mondiale, 470 M€, soit plus de 10 % du PIB malien et l'équivalent de 60 % de l'aide publique au développement perçue, dont 295 M€, soit plus de 60 % de ces transferts provenant de France.

D'une manière globale, les transferts de fonds de la diaspora africaine, plus grande source de flux financiers externes à destination du continent africain représentent 67,1 milliards de dollars en 2014 (rapport annuel 2014 du groupe de la Banque africaine de développement).

FLASH INFO: Sénégal

Le Sénégal est devenu un pays d'émigration, mais il a surtout été un pays d'accueil pour de nombreux réfugiés des pays africains. Aujourd'hui, une forte communauté sénégalaise vit à l'étranger, ce qui constitue une ressource essentielle pour le pays. Le contrôle de plus en plus strict des frontières françaises, à l'origine destination privilégiée des Sénégalais, a conduit les flux à se redéployer vers de nouvelles destinations : Italie, Espagne, Etats-Unis et plus récemment La Chine.

FLASH INFO: le PARI

Le Point d'Accueil pour Réfugiés et Immigrés (P.A.R.I.) a été créé en 1995. Il accueille des étrangers qui viennent se réfugier à Dakar ou qui souhaitent embarquer vers l'Europe. Le PARI fait face à un problème particulier : celui des rapatriés, Sénégalais ou étrangers, débarqués par charters ou refoulés aux frontières de la Mauritanie.

FLASH INFO: Nouadhibou

Nouadhibou : «son économie florissante dans les années 70 et 80, ses ports de pêche artisanale et industrielle, ainsi que son usine de traitement de minerai de fer ont attiré une importante main d'œuvre étrangère qui a contribué à son expansion. » Par ailleurs, l'ouverture, en 2005, d'une route bitumée reliant Nouakchott à Nouadhibou favorise la venue des migrants.

FLASH INFO: morts aux frontières

Déjà en 2011, Fortress Europe estimait qu'au moins 17.317 immigrants étaient morts aux frontières de l'Union européenne depuis 1988. En mer Méditerranée et dans l'océan Atlantique, on en comptabilisait 12.554, dont 7.847 disparus (par soif, asphyxie, noyades suite à un accident, une interpellation en mer...). Ce nombre a beaucoup augmenté puisque rien que pour l'année 2014, Amnesty International estime qu'au moins 3 500 migrants sont morts aux frontières de l'Union européenne.

C'est parfois des villages entiers qui sont touchés: en 2006, au moins 575 jeunes de Thiaroye (près de Dakar) ont tenté de rejoindre l'Espagne par bateau et n'ont plus jamais donné de leur nouvelle.

1703 personnes sont mortes dans le désert, notamment à cause des déportations collectives pratiquées par la Lybie, l'Algérie et le Maroc.

De nombreux migrants sont également morts suite aux mauvais traitements infligés dans les prisons lybiennes ou sous le feu de la police aux frontières comme à Ceuta et Melilla, ou encore au Yémen contre des embarcations de réfugiés éthiopiens et somaliens...

FLASH INFO: gendarmes de l'Europe

Pour lutter contre l'afflux de migrants à leurs frontières, les Etats européens ont délégué aux pays de transit, ou même de départ, la tâche de faire barrage à ces migrants et de les refouler vers leur pays d'origine. Le Maroc, l'Algérie, la Mauritanie, la Lybie, le Sénégal, le Mali et le Niger sont ainsi devenus « les gendarmes de l'Europe » en échange de l'aide au développement. Ils bénéficient pour ce faire d'un appui technique certain : formation, matériel... Dans des pays de longue tradition migratoire, tels que le Mali, les résistances populaires aux attentes des pays du Nord sont fortes et freinent le processus d'externalisation des contrôles migratoires.

FLASH INFO: îles Canaries

Avant 2005, pour rejoindre l'Europe, les migrants africains partaient du nord du Maroc et empruntaient de petites embarcations de pêche, des pateras, permettant de franchir le détroit de Gibraltar, large de 15 km. A partir de 2002, le renforcement des contrôles le long de la Méditerranée oblige les migrants à revoir leurs itinéraires : ils embarquent désormais depuis les villes portuaires sahariennes, comme Tarfaya, situées sur la côte atlantique, en face des îles Canaries. A la suite des événements d'octobre 2005 (morts de 15 migrants en tentant de franchir les barrières), à Ceuta et Melilla, les contrôles aux frontières du Maroc s'intensifient, notamment entre le Sahara occidental et la Mauritanie. Les tentatives de départs glissent alors vers le sud, depuis la Mauritanie. En 2006, nombreux sont les migrants qui empruntent, au péril de leur vie, cette nouvelle « route ». Face à l'afflux des migrants aux Canaries, l'Europe réagit en intensifiant les contrôles dans cette zone, ainsi qu'au large des côtes mauritaniennes (hélicoptères, vedettes...) via notamment l'agence européenne Frontex (voir Roman, personnage vert, plateau Europe). La « frontière » se déplace encore plus au sud, depuis le Sénégal et la Guinée Bissau, pour des trajets longs près de 2000 km.

FLASH INFO: Melilla

En 2005, 11 personnes ont trouvé la mort, les nuits du 29 septembre et du 6 octobre, sous les balles des forces de l'ordre marocaines et espagnoles, alors qu'elles tentaient de franchir collectivement les grillages des enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla.

Des refoulements de centaines de migrants dans le désert algérien et mauritanien, ainsi que des expulsions collectives par avion vers le Mali et le Sénégal s'en sont suivis. De manière générale, les contrôles de la police marocaine et algérienne se sont accrus suite à ces événements.

De 2006 à 2009, plus de 350 personnes ont trouvé la mort et 320 ont disparu entre l'Espagne et le Maroc et l'Algérie.

Depuis 2013, les associations présentes au Maroc dénoncent un regain de violences à l'égard des migrants.

<http://www.lacimade.org/poles/defense-des-droits/nouvelles/4806-MAROC---Lettre-ouverte-des-associations---l-Ambassadeur-d-Espagne-au-Maroc>

FLASH INFO: Guantanamo

Le centre de détention de Nouadhibou est aussi connu sous le nom de Guantanamo. Il a été ouvert en avril 2006 dans une ancienne école réhabilitée par les espagnols. Les salles de classe ont été transformées en cellule. Les témoignages décrivent des conditions de vie épouvantables. Les incarcérations, comme les expulsions qui s'ensuivent, ne sont régies par aucun texte légal connu.

Les arrestations pour « tentative d'immigration vers l'Europe » sont de plus en plus fréquentes. Elles se font sans base légale, mais il semblerait que, à l'instar des pays du Maghreb, la Mauritanie fasse de l'émigration clandestine un délit. De manière générale, il y a eu une augmentation des contrôles des étrangers en Mauritanie, ainsi que du racisme, ce qui est un phénomène plus récent.

FLASH INFO: Gogui

Les migrants interpellés par la Mauritanie sont refoulés aux frontières des pays voisins en dépit des accords bilatéraux de libre-circulation existants. Le poste de police de Gogui-Mali a été créé en 2008 dans le cadre des projets financés par l'Espagne pour la « lutte contre l'immigration clandestine, la fraude documentaire et le trafic d'êtres humains ». 17 autres postes ont ainsi été créés avec le soutien de la France également.

FLASH INFO: Tinzaouten

Depuis 2009, la Croix-Rouge malienne organise deux convois par mois pour acheminer les migrants les plus vulnérables de Tinzaouten vers la « Maison des migrants » à Gao.

Créée par la Mission catholique des Pères blancs, pour faire face au nombre croissant de migrants refoulés, cette maison a pour but de répondre aux besoins de première nécessité des migrants.

FLASH INFO: Lybie

Le 3 mai 2010, un charter, affrété par le gouvernement lybien, atterrissait à Bamako avec, à son bord, 149 Maliens ayant fait l'objet d'une expulsion groupée.

L'un d'entre eux n'a pas survécu aux mauvais traitements subis lors de sa détention en Lybie.

La guerre civile qui a éclaté après la chute du régime de Kadhafi fin 2011 a aggravé la situation des migrants. Une nouvelle menace est venue s'ajouter avec l'organisation Etat Islamique qui cherche à accentuer sa présence sur le territoire. Dans ce chaos, les migrants sont aujourd'hui la proie des milices locales.

Certains d'entre eux (2 millions depuis 2011) trouvent refuge en Tunisie, pays frontalier. Différents centres de détention pour migrants ont été aménagés depuis dans des bâtiments institutionnels.

FLASH INFO: Détention

On constate une multiplication des lieux de regroupement des étrangers dans les Etats situés aux frontières de l'UE (ex, Turquie, Ukraine, Maroc, Lybie), voire au-delà (Mauritanie). Certains camps sont ouverts, d'autres sont fermés ; Ces camps sont destinés à accueillir, trier, contrôler et renvoyer des étrangers. Depuis 2003, ils sont identifiés par les Etats européens comme un « nouvel outil de la politique migratoire de l'Europe ».

En dix ans, le nombre de camps d'étrangers en Europe et dans les pays méditerranéens est passé de 324 à 473 (Migreurop 2012).

FLASH INFO: Ceuta 1

Depuis 2005, le gouvernement espagnol établit un contrôle frontalier 24/24, à l'aide de nombreux moyens technologiques (détecteurs de mouvements, caméras vidéo, caméras de vision nocturne...). La barrière a été surélevée tout le long du périmètre frontalier terrestre. Depuis 2009 peu de migrants arrivent à la sauter. Beaucoup de personnes passent par le passage de El Tarajal, mais c'est plus cher et contrôlé par des mafias qui s'enrichissent, en faisant crédit, surtout aux femmes qui, une fois en Europe, pourront être victimes d'exploitation sexuelle pour rembourser.

Une fois passé la frontière, ils dépendent de la juridiction espagnole et peuvent faire une demande d'asile, mais la plupart du temps, les migrants sont renvoyés au Maroc, dans la violation des obligations espagnoles, européennes et internationales

Encore en février 2014, 15 personnes sont décédées par noyade en cherchant à rejoindre Ceuta.

FLASH INFO: Ceuta 2

Les migrants qui sont à Ceuta ne peuvent se déplacer librement ni en Espagne, ni dans le reste de l'UE car l'enclave ne fait pas partie de l'espace Schengen. Ceux qui veulent demander l'asile ont un mois pour le faire. Les autres font l'objet d'une décision d'expulsion qui peut être mise en oeuvre quelques années plus tard. Tout dépend des accords de réadmission avec le pays du migrant.

En avril 2008, 72 indiens avaient fui le centre pour éviter d'être expulsés et se sont réfugiés dans la forêt. Ils avaient payé entre 12000 et 15000 Euros pour leur périple en Afrique. Ils ont quand même essayé de rendre visible leur situation. Ils ont demandé aux habitants de Ceuta de signer une pétition, qui a recueilli 8000 signatures à travers tout le pays. Cette mobilisation a changé le regard des habitants de Ceuta. Des volontaires venus d'Espagne et de toute l'Europe ont alors établi à Ceuta un campement solidaire « Moi chez toi, toi chez moi » pour réclamer leur transfert sur la péninsule.

FLASH INFO: Mayotte

Mayotte est une île de l'archipel des Comores. Lors d'un référendum en 1975, la population a choisi d'être rattachée à la France. En 1995, les Comoriens doivent demander un visa pour se rendre à Mayotte. Entre 1997 et 2001, 4000 personnes sont mortes en faisant la traversée. Ce chiffre est depuis en baisse même s'il est difficile pour les autorités d'obtenir des données exactes et vérifiées.

En 2009, le nombre de reconduites à la frontière à Mayotte s'élève à 19000. Entre 2010 et 2015, plus de 90 000 migrants se voient reconduits à la frontière.

FLASH INFO: frontière Maroc/Algérie

La frontière entre le Maroc et l'Algérie est fermée. Depuis 2005, les contrôles se sont considérablement durcis. Parallèlement, les réseaux de passeurs, mafieux et de traites se sont développés. Les prix pour « passer » peuvent monter jusqu'à 400 euros, alors qu'il n'y a que 13 km à franchir ! C'est devenu un no man's land très dangereux : des migrants sont enlevés et séquestrés pour demander une rançon à leur famille, d'autres se font dépouiller, agresser par les militaires marocains ou algériens... Aujourd'hui s'ajoutent les tensions économiques liées au pétrole mais aussi à la montée du terrorisme.